

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Banlieues de chômage et de misère...

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 27 décembre 2005

Démocratie & Socialisme

Ils ont donc fini par l'avouer : ce n'était ni des étrangers, ni des casseurs, ni des dealers, ni des intégristes, ni des polygames, ni des bandes organisées, ni des racailles récidivistes, ni des rappeurs malsains...

TF1 et toute la presse hystérique avait entonné le crédo sécuritaire et fait "peur à la France". Le grand tam-tam dénonçait 20 nuits de "troubles" dans 170 villes ayant brûlé plus de 9 000 voitures, 233 édifices publics et 74 bâtiments privés.. Il avait fallu 11 700 policiers dans la nuit du 13 au 14 novembre, 4 770 arrestations, 4 402 gardes à vue, 763 emprisonnés, 422 majeurs jugés et condamnés en comparaison immédiate (dont 45 à des travaux d'intérêt général mais 59 relaxés) 152 convoqués devant un tribunal, et 135 informations judiciaires ouvertes...

Entre le 27 octobre et le 17 novembre la facture pour les compagnies d'assurance avait été estimée à 200 millions d'euros. Le coût pour les seuls véhicules (environ 9.000 incendiés) était évalué à 23 M euros.

Mais tout cela a été revu à la baisse par rapport au "tam-tam" des médias : "Nos experts se sont rendus compte sur place que certains bâtiments déclarés entièrement détruits ne l'étaient en fait que partiellement", explique un porte-parole d'une mutuelle.

Après qu'ils aient été accusés de tout, depuis les "youyous", jusqu'à la polygamie, le Premier ministre lui-même a expliqué sur CNN, que ce n'était ni une révolte ethnique, ni une révolte religieuse, ni un soulèvement communautaire, ni une explosion raciale, non, rien de tout cela !

M. De Villepin a tenté, le 29 novembre, de relativiser la gravité des incidents en les comparant aux émeutes de Los Angeles qui avaient fait 54 morts en 1992 : « En France, pendant ces deux semaines de troubles, personne n'est mort ». Le chef du gouvernement a réfuté le terme d' « émeutes » pour préférer celui de « troubles sociaux ». Quel revirement et quel scandale après tout ce qui avait été fait et proféré !

Ce n'étaient donc que des jeunes plongés dans la misère et se révoltant faute d'avenir, faute d'être entendus. Ils étaient français, ils étaient avec des casiers judiciaires vides, ils n'étaient pas religieux, leur "rap" datait d'il y a dix ans, et ce "soulèvement des banlieues" ne correspondait à aucun complot, à aucune dérive terroriste. Non, c'était majoritairement des jeunes désespérés et exaspérés par les insultes proférées contre eux par le ministre Sarkozy. Ils n'étaient décidément pas des "racailles" mais ne voulaient, par contre, pas être "nettoyés au karcher". Ils n'acceptaient pas, non plus, que le Premier ministre qualifie, sans enquête, et à tort, de « cambrioleurs », deux jeunes innocents morts électrocutés en fuyant les contrôles de police... Si bien que le coupable, c'était le gouvernement, et surtout le ministre provocateur, l'exalté de la place Beauvau, le chef de l'Ump qui cherche à prendre les voix de Le Pen...

C'était, si on écoutait bien, le seul mot d'ordre politique dans la bouche des jeunes : "Sarkozy démission !" Et ils avaient raison...

Alors à quoi sert ce honteux "état d'urgence" repris de la guerre d'Algérie avec une loi datant de 1955 ? Trois mois d'« état d'urgence » pour des troubles sociaux dus à la misère, voilà qui est injustifié, disproportionné, intolérable dans un état de droit démocratique comme prétend l'être notre république. En quoi les mesures d'exception, les tribunaux d'exception, la censure, la répression policière peuvent-elles quelque chose contre la misère ?

A quoi ça sert et en quoi est-ce cohérent avec l'analyse finale de M Villepin sur la réalité des événements ? N'y avait-il pas eu 21 900 voitures brûlées entre le 1er janvier et le 30 juin 2005 : en fait l'insécurité s'est aggravée depuis

la primauté donnée aux méthodes policières de Sarkozy et de la droite. Ce sont ces années centrées sur le « tout sécuritaire » qui sont en cause, elles ont aggravé la situation en rajoutant au chômage, à la désespérance, la provocation, le racisme, l'ostracisme. C'est la politique de la droite ultra libérale qui organise partout l'insécurité sociale.

Cette explosion sociale est prémonitoire. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que surgissent des révoltes de ce type, faute de perspectives, d'alternative politique. C'est donc aux syndicats, à la gauche, au mouvement associatif et social d'opposer d'urgence une alternative sociale.